

de Corinne Deloy

ANALYSE

1 mois avant
le scrutin

Élections présidentielle et législatives en Bosnie-Herzégovine

3 octobre 2010

Le 5 mai dernier, la Commission électorale centrale annonçait que 3 126 599 électeurs bosniens (les habitants de la Bosnie-Herzégovine sont des Bosniens, ils se répartissent en trois communautés majoritaires : les Bosniaques, les Croates et les Serbes) seraient appelés aux urnes le 3 octobre prochain pour élire les 3 membres de la Présidence collégiale et les 42 députés de la Chambre des représentants, Chambre basse du Parlement de la République de Bosnie-Herzégovine. Les habitants de la Fédération de Bosnie-Herzégovine (entité qui représente 51% du territoire) renouvelleront les 98 membres de la Chambre des représentants de leur Parlement et ceux de leurs assemblées cantonales ; les habitants de la République serbe (49% du territoire) éliront les 83 membres de leur Assemblée nationale, ainsi que leurs Président et vice-présidents. Plus de 8 000 candidats issus de 47 partis politiques et 14 candidats indépendants sont en lice pour tous ces scrutins.

Parmi les 400 000 Bosniens vivant à l'étranger, seuls 30 000 d'entre eux se sont inscrits pour voter. Pour la première fois, ils pourront remplir leur devoir citoyen dans l'ensemble des ambassades et des consulats du pays. Les Bosniens de l'étranger sont souvent peu nombreux à se rendre aux urnes. Les autorités s'attendent à ce qu'environ 8% d'entre eux votent. « *A cause des problèmes politiques internes, la Bosnie-Herzégovine n'a toujours pas adopté la loi sur la diaspora qui devrait définir une stratégie nationale claire sur ce plan. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas de budget prévu pour ce genre de choses. Tout ce qui se fait est sur la base du volontariat et des initiatives associatives de nos citoyens* » indique le ministre des Affaires étrangères, Sven Alkalaj.

La campagne a officiellement débuté le 3 septembre dernier. Elle devrait être centrée sur la question suivante : la Bosnie-Herzégovine a-t-elle besoin d'une plus grande centralisation ou est-il préférable que les deux entités qui la composent (Fédération de Bosnie-Herzégovine et République serbe de Bosnie) conservent leur autonomie ? Les Serbes de Bosnie sont favorables à cette dernière solution, tandis que les Bosniaques prônent une plus grande centralisation. Une mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) conduite par Roberto Battelli observera le déroulement du scrutin.

Un système politique complexe

La République de Bosnie-Herzégovine est une confédération composée de deux entités : la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie (Republika Srpska). Le pays possède une Présidence collégiale élue pour 4 ans et composée de 3 membres – un Croate, un Serbe et un Bosniaque – chacun élu au suffrage universel par sa communauté. La direction

de la Présidence alterne tous les 8 mois entre les différentes communautés. Haris Silajdzic (Parti pour la Bosnie-Herzégovine, SBiH) occupe le poste depuis le 6 mars 2010. Nikola Spiric (Alliance des sociaux-démocrates indépendants, SNSD) est son Premier ministre. Lors de la dernière élection présidentielle du 1er octobre 2006 avaient été élus dans ce collège présidentiel, Nebojsa Radmanovic (Alliance des sociaux-démocrates

indépendants, SNSD) et Zeljko Komsic (Parti social-démocrate, SDP).

Le Parlement de la République de Bosnie-Herzégovine (Skupstina) est bicaméral et comprend la Chambre des représentants (Predstavnicki Dom) et la Chambre des peuples (Dom Naroda) dont les 15 membres (5 Bosniaques, 5 Serbes et 5 Croates) sont élus pour 4 ans par les Chambres basses des deux entités composant le pays : la Chambre des représentants de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et l'Assemblée nationale de la République serbe de Bosnie. La Chambre des représentants compte 42 députés élus au suffrage universel direct pour 4 ans ; 28 sont désignés par la Fédération de Bosnie-Herzégovine et 14 par la République serbe.

La Fédération de Bosnie-Herzégovine (51% du territoire, 67% de la population et dont la capitale est Sarajevo) possède un Président de la République, Borjana Kristo (Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine, HDZ-BH), et deux vice-Présidents (un Bosniaque et un Serbe) : Mirsad Kebo (Parti d'action démocratique nationale, SDA) et Spomenka Micic (Parti pour la Bosnie-Herzégovine, SBiH). Ces personnalités sont élus par le Parlement de Bosnie-Herzégovine qui comprend 2 chambres : la Chambre des représentants, composée de 98 élus au scrutin proportionnel, et la Chambre des peuples comprenant 60 membres (30 Bosniaques et 30 Croates) nommés par les 10 assemblées cantonales de la Fédération. Mustafa Mujezinovic est l'actuel Premier ministre de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

La République serbe de Bosnie (49% du territoire, 33% de la population et dont la capitale est Banja Luka) est dirigée par un Président élu au suffrage universel direct. Rajko Kuzmanovic (SNSD) occupe ce poste. Il a succédé à Milan Jelic (SNSD) décédé le 30 septembre 2007. Milorad Dodik (SNSD) est son Premier ministre. Le Parlement de la République serbe de Bosnie est monocaméral, l'Assemblée nationale comprenant 83 membres élus au scrutin proportionnel pour 4 ans.

Les principaux partis politiques de la République de Bosnie-Herzégovine sont :

- le Parti d'action démocratique nationale (SDA), majoritaire à la Chambre des Représentants de la Fédération

de Bosnie-Herzégovine, fondé en 1990 par Alija Izetbegovic, premier Président de Bosnie-Herzégovine (1990-1996 puis 1996-2000) et dirigé par Sulejman Tihic ;

- l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants (SNSD), majoritaire dans la communauté serbe, créée en 1996 et dirigée par le Premier ministre sortant de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik ;

- l'Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine (HDZ-BH), fondée en 1990 et dirigée par Dragan Covic, majoritaire au sein de la communauté croate ;

- le Parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBiH) fondé en 1996 par le Président sortant de la République de Bosnie-Herzégovine Haris Silajdzic, veut préserver l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine ;

- le Parti social-démocrate (SDP), créé en 1999 et dirigé par Zlatko Lagumdzija ;

- le Parti démocratique serbe (SDS), dirigé par Mladen Bosic ;

- le Parti du progrès démocratique (PDP) fondé en 1999 et dirigé par Mladen Ivanic ;

- l'Union démocratique croate 1990 (HDZ 1990).

La Bosnie-Herzégovine est sous tutelle d'un Haut représentant international – poste occupé depuis le 26 mars 2009 par Valentin Inzko – nommé par l'ONU. Le Haut représentant dispose de pouvoirs importants : il peut annuler toute décision des autorités du pays ou, à l'inverse, imposer des lois aux institutions bosniennes. Il peut encore destituer tout individu dont les actes sont contraires aux principes démocratiques. Valentin Inzko est aussi le représentant spécial de l'Union européenne pour la Bosnie-Herzégovine.

Les institutions centrales disposent de peu de pouvoirs, chacune des deux entités possédant outre ses propres institutions politiques, son armée, sa police, son système judiciaire, son système éducatif, etc. La communauté internationale, et notamment l'Union européenne, sont favorables à un renforcement des institutions centrales afin de permettre la mise en oeuvre des réformes nécessaires aux perspectives européennes du pays. La complexité du système politico-administratif – superposition de quatre échelons différents de pouvoir (municipalités, cantons, entités et Fédération) et forte décentralisation – ainsi que les difficultés de coordination entre institutions internationales et élites nationales expliquent une grande partie de problèmes de la Bosnie-Herzégovine.

Les fonctions des organisations internationales ont cependant été considérablement réduites ces dernières années. Les bureaux de l'ONU à Sarajevo ont été fermés et la force de stabilisation de l'OTAN s'est retirée en décembre 2004, remplacée par une force européenne. Sur le terrain, les effectifs déployés sont passés de 7 000 hommes à moins de 2 200.

La Bosnie-Herzégovine est un État peu fonctionnel qui entretient une administration pléthorique rongée par la corruption. Le pays a échoué à modifier sa Constitution dans le sens souhaité par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). En effet, le système politique bosnien repose sur des critères d'appartenance à l'une des trois communautés. C'est pourquoi le recensement est une opération entraînant toujours de nombreuses divisions entre les communautés. Les élus serbes souhaiteraient, par exemple, voir inclure des critères ethniques et religieux dans le recensement auxquels sont opposés les Croates et Bosniaques. « *C'est à qui protégera au mieux les intérêts d'un peuple face aux deux autres* », déplore Srdjan Dizdarevic, ancien président du Comité Helsinki pour les droits de l'Homme. La Bosnie-Herzégovine compte 40% de Bosniaques, 37,1% de Serbes et 14,3% de Croates (chiffres CIA World Factbook, 2000). 40% de la population sont musulmans, 31% orthodoxes et 15% catholiques.

En décembre dernier, la CEDH avait demandé à Sarajevo de modifier sa Loi fondamentale qui, selon elle, discriminait les minorités présentes dans le pays en réservant les postes de l'exécutif ou du législatif (Parlement) aux seuls Bosniaques, Serbes ou Croates. Les Bosniaques et Croates ne peuvent être élus au sein des institutions politiques de la République serbe de Bosnie, et les Serbes dans celles de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

Les Serbes remettent régulièrement en question l'intégrité territoriale du pays et souhaitent une plus large décentralisation du pouvoir, les Bosniaques demandent le renforcement de l'État central, comme les Croates qui soutiennent l'État central de façon ambivalente.

« *Est-ce que la République serbe de Bosnie se séparera de la Bosnie-Herzégovine ? Je suis convaincu que cela arrivera un jour mais cela doit se passer de façon pacifique, civilisée et non violente* » a déclaré son Premier ministre Milorad Dodik. En février dernier, le Parlement

de la République serbe de Bosnie avait voté une loi rendant plus facile l'organisation d'un référendum sur un sujet traitant de la souveraineté de l'entité. Les Serbes souhaitent la fermeture du bureau du Haut représentant international et la fin de l'intervention internationale afin que les hommes politiques bosniens soient souverains dans leur pays. Les Bosniaques se montrent moins pressés. La communauté internationale a mis plusieurs conditions à la fermeture du bureau. Lorsqu'il sera fermé, le Haut représentant conservera certains de ses pouvoirs. Les hommes politiques bosniens gagneront cependant en autonomie.

Pour faire avancer les différents acteurs de Bosnie-Herzégovine sur la voie d'un accord, l'Union européenne et les États-Unis ont organisé un sommet avec les acteurs du pays les 8 et 9 octobre dernier à Butmir. La réunion a échoué à déboucher sur des avancées concrètes et les communautés qui peuplent le pays restent divisées.

Pour beaucoup, la Bosnie-Herzégovine ne pourra trouver la stabilité que par son intégration aux structures euro-atlantiques. Le pays a signé un partenariat européen, Instrument du processus de stabilisation et d'association, avec l'Union européenne. De même, le 23 avril dernier, la demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine a été acceptée par l'OTAN.

Enfin, si son principal problème est politique, le pays connaît de grandes difficultés socioéconomiques. Le taux de chômage y culmine à 42%. Le PIB a chuté de 3,4% en 2009 (croissance de 0,5% prévue pour 2010), le PIB par habitant s'élève à 5 000 € ce qui met la Bosnie-Herzégovine au 132e rang mondial ; enfin, le pays, très montagnueux, peine à attirer les investissements étrangers. La libéralisation du système économique est loin d'être achevée : les entreprises d'État sont encore très nombreuses (400 dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine) et le gouvernement central est toujours propriétaire des terres, les entreprises payant pour les utiliser.

Les enjeux des élections

Valentin Inzko a déclaré que les élections présidentielle et législatives du 3 octobre prochain pouvaient contribuer à créer un élan en faveur d'un changement en Bosnie-Herzégovine, en particulier si les jeunes électeurs

Élections présidentielle et législatives en Bosnie-Herzégovine 3 octobre 2010

se mobilisent. Une évolution qui, selon lui, n'aura lieu que « *si la communauté internationale reste concentrée sur la Bosnie-Herzégovine, le respect des Accords de Dayton (signés le 14 décembre 1995 qui mettent fin à la guerre dans l'ex-Yougoslavie et mettent en place la partition de la Bosnie-Herzégovine entre la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie et le déploiement d'une force de paix multinationale) et continue de renforcer une atmosphère constructive pour les réformes constitutionnelles* ». « *Le pays fait face à des problèmes qui doivent être rapidement réglés* » a-t-il indiqué, ajoutant que les agissements contraires aux Accords de Dayton ont augmenté et que les « *diatribes nationalistes et agressives* » se sont multipliées. Le Haut représentant international a reconnu que la Bosnie-Herzégovine, qui demeure affectée par un manque de consensus sur son avenir, n'avait guère progressé vers l'adoption et la mise en œuvre des réformes indispensables au pays. « *Les désaccords politiques chroniques surviennent alors que le chômage continue d'augmenter, que le niveau de vie chute et que la capacité des autorités à satisfaire les besoins de bases des citoyens a été systématiquement érodée par la baisse des revenus* » a déploré Valentin Inzko. Il a toutefois mis en avant les négociations en cours avec l'Union européenne sur la possibilité pour les Bosniens de se déplacer sans visas dans l'espace Schengen, l'acceptation par l'OTAN de la candidature du pays au printemps

dernier et enfin les regrets exprimés en mars dernier par le Parlement serbe sur le massacre de Srebrenica où environ 7 000 Bosniaques ont été tués en juillet 1995.

En visite à Sarajevo, la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Catherine Ashton, a appelé les Bosniens à soutenir le 3 octobre les hommes politiques qui pouvaient aider le pays à rejoindre l'Union européenne. « *J'espère que durant la campagne électorale, les électeurs s'interrogeront sur le chemin que la Bosnie-Herzégovine doit suivre et qu'ils recevront de véritables réponses des hommes politiques sur les progrès qu'ils ont réalisés sur la voie de l'Europe* » a-t-elle déclaré.

Selon une enquête d'opinion réalisée par le National Democratic Institute (NDI), les élections donneront lieu à peu de bouleversements. Les 3 membres du collège tripartite de la Présidence de la Bosnie-Herzégovine (Haris Silajdzic, Nebojsa Radmanovic et Zeljko Komsic) devraient conserver leur poste. Seul changement : le Parti d'action démocratique nationale (SDA) pourrait être devancé par le Parti social-démocrate (SDP) qui deviendrait le premier parti au Parlement de la République de Bosnie-Herzégovine. Milorad Dodik, crédité de 50,7% des suffrages, devrait être élu à la Présidence de la République serbe de Bosnie. Son slogan est « *République serbe pour toujours* ».

Rappel des résultats de l'élection présidentielle de la République de Bosnie-Herzégovine du 1^{er} octobre 2006

Participation : 54,48%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages obtenus
Haris Silajdzic (Parti pour la Bosnie-Herzégovine, SBiH)	288 321	62
Sulejman Tihic (Parti d'action démocratique nationale, SDA)	130 470	28
Mirnes Ajanovic (Bloc patriotique, BOSS-SDU BiH)	38 412	8
Nebojsa Radmanovic (Alliance des sociaux-démocrates indépendants, SNSD)	216 631	55
Mladen Bosic (Parti démocratique serbe, SDS)	98 329	25
Ranko Bakic	13 198	3
Zeljko Komsic (Parti social-démocrate, SDP)	97 267	41
Ivo Miro Jovic (Union démocratique croate, HDZ-BH)	59 831	25
Bozo Ljubic (Union démocratique croate, HDZ 1990)	42 424	1
Mladen Ivankovic Lijanovic	20 954	9

Source : Commission électorale centrale de Bosnie-Herzégovine
<http://www.izbori.ba/eng/default.asp?col=Statistika&Path=2006Rezultati>

Rappel des résultats des élections au Parlement de la République de Bosnie-Herzégovine du 1^{er} octobre 2006

Participation : 54,48%

Partis politiques	Fédération de Bosnie-Herzégovine			République serbe de Bosnie			Total Sièges
	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges	
Parti social-démocrate indépendant (SNS)	7 265	0.85	0	262 203	46,93	7	7
Parti d'action démocratique nationale (SDA)	217 961	25.54	8	20 514	3,67	1	9
Parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBiH)	196 230	22.99	7	23 257	4,16	1	8
Parti social-démocrate (SDP)	131 450	15.40	5	11 822	2,12	0	5
Parti démocratique serbe (SDS)				108 616	19,44	3	3
Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine (HDZ-BH)	68 188	7.99	3	1 145	0,20	0	3
Union démocratique croate 1990 (HDZ 1990)	52 095	6.10	2	591	0,11	0	2
Parti patriotique-Sefer Halilović (BPS-SH)	37 608	4.41	1	866	0,16	0	1
Parti démocratique du progrès				28 410	5,08	1	1
Parti populaire du travail pour l'amélioration (NSRzB)	27 487	3.22	1	5 533	0,99	0	1
Alliance populaire démocratique (DNS)	232	0.03	0	19 868	3,56	1	1
Union populaire démocratique (DNZ)	16 221	1.90	1	321	0,06	0	1

Source : Commission électorale centrale de Bosnie-Herzégovine
<http://www.izbori.ba/eng/default.asp?col=Statistika&Path=2006Rezultati>

Élections présidentielle et législatives en Bosnie-Herzégovine

Le point une semaine avant le scrutin

J-7
7 jours avant le scrutin

3,1 millions d'électeurs de Bosnie-Herzégovine renouvelleront le 3 octobre prochain les 3 membres de leur Présidence collégiale et les 42 députés de la Chambre des représentants, Chambre basse du Parlement central de la République de Bosnie-Herzégovine.

Les habitants de la Fédération de Bosnie-Herzégovine (51% du territoire) éliront également les 98 membres de la Chambre des représentants de leur Parlement et ceux de leurs assemblées cantonales ; les habitants de la République serbe (Republika Srpska, 49% du territoire) éliront leur Président et leurs vice-présidents, ainsi que les 83 membres de leur Assemblée nationale.

Plus de 8 000 candidats issus de 47 partis politiques et 14 candidats indépendants sont en lice pour les différents scrutins du 3 octobre.

Au cœur de ces élections figure la question de l'avenir du pays. Le débat est vif entre les partisans d'une plus grande centralisation et ceux, notamment les Serbes de Bosnie, favorables à une plus grande autonomie des deux entités qui composent le pays (Fédération de Bosnie-Herzégovine et Republika Srpska).

Milorad Dodik (Alliance des sociaux-démocrates indépendants, SNSD), Premier ministre de la Republika Srpska, a déclaré : « *La Bosnie-Herzégovine n'est pas un Etat réel mais imaginaire, la communauté internationale s'est obstinée à vouloir promouvoir « l'esprit de Dayton » qui a amené sa démolition. La Bosnie-Herzégovine ne peut pas être maintenue par la force. Elle n'est pas le facteur de la stabilité de la région à long terme. Nous, les Serbes, ne vivons pas en Bosnie mais en République serbe de Bosnie. La Bosnie-Herzégovine est pour nous une contrainte, quelque chose dont nous voudrions nous débarrasser, un fardeau. La République serbe de Bosnie respectera les Accords de Dayton jusqu'au moment où ils n'auront plus de sens, et à ce moment là, nous déciderons de notre statut* ».

Le 14 septembre dernier, le Parlement de la Republika Srpska, a adopté une loi transférant la propriété de biens d'Etat au gouvernement de l'entité serbe. Les députés n'ont pas tenu compte des mises en garde du Haut représentant international, Valentin Inzko, qui les avait averti que le texte ferait obstacle au rapprochement de la Bosnie-Herzégovine avec l'Union européenne et l'OTAN et repousserait la fin de la tutelle internationale. Le Haut représentant a interdit la cession de biens d'Etat en 2005 estimant que cette question ne pouvait être réglée que par consensus. La communauté internationale a qualifié le vote de la loi de « *provocation directe pour tenter de susciter le conflit avec la communauté internationale avant les élections du 3 octobre* ». Les élus bosniaques ont promis de faire interdire le texte, qu'ils jugent inconstitutionnel.

La Bosnie-Herzégovine espère rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dans les 4 prochaines années. « *L'entrée dans l'Alliance nord-Atlantique est importante pour la stabilité de la région. Pour le pays, en ce moment, la stabilité et la sécurité sont de toute première importance. Sous le parapluie de l'Otan, nous serons en mesure de*

préserver notre souveraineté et notre intégrité territoriale » a affirmé le ministre des Affaires étrangères, Sven Alkalaj. La demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine a été acceptée par l'OTAN le 23 avril dernier. Le chef de la diplomatie a ajouté que « *d'ici dix ans, la Bosnie-Herzégovine espère adhérer à l'Union européenne* ».

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle (Parti libéral-démocrate, FDP), a cependant indiqué à Sven Alkalaj que la Bosnie-Herzégovine doit obligatoirement mettre fin à des divisions interethniques et réformer sa Constitution pour avancer sur la voie européenne. « *La Bosnie-Herzégovine a une perspective européenne évidente, mais sa voie vers l'Europe doit passer par l'unification intérieure* » a-t-il souligné. Le chef de la diplomatie allemande a déclaré qu'il était « *nécessaire de réformer la Constitution du pays pour rendre les institutions centrales du pays plus efficaces* » et « *parvenir à une solution pour permettre de sortir des blocage du processus de prise de décision* ».

Durant la dernière législature, la Bosnie-Herzégovine a réalisé, ou accepté de réaliser, moins d'un tiers des projets de réforme financés par l'instrument d'aide à la préadhésion (IAP) de l'Union européenne.

Le Parlement central a prolongé le mandat de directeur de l'Agence centrale de lutte contre la corruption, condition requise par l'Union européenne pour lever l'obligation de visas pour les ressortissants du pays souhaitant se rendre dans l'espace Schengen. « *La Bosnie-Herzégovine a rempli la dernière condition pour la libéralisation du régime de visas. Je m'attends à ce que les citoyens du pays commencent à voyager en Europe sans visa dès cette année* » a affirmé après le vote du texte la présidente de la Chambre des peuples (Dom Naroda), Chambre haute du Parlement, Dusanka Majkic.

L'Union européenne a levé en décembre dernier l'obligation de visas pour circuler dans la zone Schengen pour les ressortissants serbes, monténégrins et macédoniens. Elle avait alors demandé à la Bosnie-Herzégovine comme à l'Albanie de faire preuve de davantage de détermination, notamment dans la lutte contre la corruption et le crime organisé, pour que leurs populations puissent bénéficier d'une mesure similaire.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé être prêt à débloquer, sous certaines conditions, d'ici fin septembre la 3e tranche de l'aide accordée à la Bosnie-Herzégovine (soit 40 millions € sur un total de 1,2 milliard). « *Dans les prochaines semaines, les autorités comptent mettre en oeuvre certaines mesures prévues par l'accord. Elles comprennent l'adoption du budget 2010 rééquilibré par le Parlement de la Fédération et un renforcement du processus d'audit des bénéficiaires des prestations d'invalidité de guerre par le gouvernement de la Fédération* » a indiqué dans un communiqué le FMI qui a, par ailleurs, salué l'engagement des autorités à conserver leur discipline budgétaire. La Bosnie-Herzégovine a, pour l'heure, reçu 306 millions € du FMI. L'avancée du programme a été retardée par la difficulté des deux entités du pays et des institutions centrales à coordonner leurs décisions.

Le Conseil de l'Europe a critiqué les autorités de Bosnie-Herzégovine à propos de l'organisation des élections du 3 octobre prochain. Il a rappelé la demande de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) de voir modifier la Constitution qui réserve les postes de l'exécutif et du législatif aux seuls Bosniaques, Serbes ou Croates et, par conséquent, discrimine les minorités présentes dans le pays. Une délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, conduite par Tiny Kox en visite à Sarajevo et Banja Luka du 12 au 15 septembre, a critiqué les difficultés d'accès aux médias de certains hommes politiques et regretté l'absence de transparence du financement des principaux partis politiques, ce qui, selon les représentants européens, contribue à engendrer la méfiance des citoyens. La délégation a regretté le manque de débats sur les principaux enjeux des élections présidentielle et législatives (chômage, développement économique, lutte contre la corruption et le crime organisé) et l'absence de véritables propositions de réformes susceptibles de mobiliser les électeurs. Elle a cependant noté que la campagne électorale se déroulait dans un climat apaisé. Une mission de 30 personnes appartenant au Conseil de l'Europe est chargée de surveiller les scrutins du 3 octobre.

Les dernières enquêtes d'opinion créditent pour l'élection des membres de la Chambre des représentants (Predstavnicki Dom), Chambre basse du Parlement central de la République de Bosnie-Herzégovine (Skupstina), le Parti social-démocrate (SDP) de 20,3% des suffrages, l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants (SNSD) de 13,5%, le Parti d'action démocratique nationale (SDA) de 7,1%, l'Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine (HDZ-BiH) de 5,3%, le Parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBIH) de 3,8%, l'Alliance pour un meilleur avenir (SBB) du tycoon des médias Fahrudin Radoncic de 3,5% et l'alliance Union démocratique croate 1990-Parti croate des droits (HDZ 1990-HSP) de 1,9%.

Le SDP devrait également être majoritaire parmi les 98 membres de la Chambre des représentants du Parlement de Bosnie-Herzégovine et l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants au sein des 83 membres du Parlement de la Republika Srpska.

En ce qui concerne la Présidence collégiale de la République de Bosnie-Herzégovine, l'actuel Président Haris Silajdzic (SBIH), ses deux co-présidents Nebojsa Radmanovic (SNSD) et Zeljko Komsic (SDP) devraient être réélus à leurs postes. Le Président sortant croate Zeljko Komsic recueillerait 40% des suffrages pour 3,9% à Borjana Kristo (HDZ BiH) et 2,8% à Martin Raguz (HDZ 1990-HSP). Côté bosniaque, Haris Silajdzic est crédité de 9,6% pour 4,5% à Fahrudin Radoncic et 3,9% pour Bakir Izetbegovic (SDA). Celui-ci est le fils du premier Président de Bosnie-Herzégovine (1990-1996, puis 1996-2000), Alija Izetbegovic, décédé en 2003. Il est considéré comme le représentant de l'aile dure du Parti d'action démocratique nationale, fondé par son père en 1989. Enfin, avec 38,7% d'intentions de vote, Nebojsa Radmanovic devance largement ses concurrents de la communauté serbe. Candidat du Parti du progrès démocratique (PDP), Mladen Ivanic recueillerait 23,9% des voix.

Le leader de l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants et actuel Premier ministre de la Republika Srpska, Milorad Dodik, devrait être élu à la Présidence de la Republika Srpska où il succéderait à Rajko Kuzmanovic (SNSD).

Élections présidentielle et législatives en Bosnie-Herzégovine

3 octobre 2010

Résultats

Changement au sein de la Présidence collégiale du pays : Bakir Izetbegovic remplace le Président sortant Haris Silajdzic en Bosnie-Herzégovine

La surprise est venue de la communauté bosniaque lors des élections présidentielle et législatives en Bosnie-Herzégovine le 3 octobre.

Selon des résultats encore partiels, Bakir Izetbegovic (Parti d'action démocratique nationale, SDA) arrive en tête et deviendrait le futur Président bosniaque de la Présidence collégiale. Le fils du premier Président de Bosnie-Herzégovine (1990-1996, puis 1996-2000), Alija Izetbegovic, décédé en 2003, recueille 34,80% des suffrages et devance le Président sortant Haris Silajdzic (Parti pour la Bosnie-Herzégovine, SBiH) qui obtient 24,90% des voix et n'arriverait qu'en 3e position derrière Fahrudin Radoncic, homme d'affaires propriétaire du plus grand groupe de presse du pays (et du quotidien de Sarajevo Dnevni Avaz), qui recueillerait 30,75% des suffrages.

Du côté de la communauté croate, le Président sortant, Zeljko Komsic (Parti social-démocrate, SDP), serait réélu à son poste puisqu'il obtient 60,96 % des suffrages.

Au sein de la communauté serbe, le Président sortant Nebojsa Radmanovic (Alliance des sociaux-démocrates indépendants, SNSD) conserve son poste avec 49,76 % des suffrages, talonné par Mladen Ivanic (Parti du progrès démocratique, PDP) qui recueille 46.98% des voix.

La participation a été très légèrement supérieure à celle enregistrée lors des dernières élections du 1er octobre 2006 (+ 1,82 point) et s'est élevée à 56,30%. Des soupçons de fraude électorale se sont fait jour au sein de la communauté serbe concernant l'élection du membre serbe de la Présidence collégiale. « *Un total de 13,24% de bulletins nuls à l'élection du membre serbe de la Présidence collégiale laisse supposer une possibilité de fraude et une enquête minutieuse sera menée à ce sujet* » a souligné Suad Arnautovic, membre de la Commission électorale centrale de Bosnie-Herzégovine. Le Haut représentant international, Valentin Inzko, s'est déclaré satisfait de l'organisation de cette journée de votes. Il a affirmé que le bon déroulement des élections présidentielle et législatives était « *le signe de la maturité et un bon signe pour la démocratie en Bosnie-Herzégovine* » ajoutant « *J'espère que cela favorisera des changements dans ce pays, parce que s'il n'y a pas de changement, les élections ne sont pas nécessaires* ».

Il avait exhorté les Bosniens à se rendre aux urnes. « *C'est votre pays et votre responsabilité démocratique de décider de son avenir. Ne vous laissez pas distraire par les discours qui divisent. Concentrez-vous sur les questions qui vous préoccupent le plus dans votre vie quotidienne, tels que l'éducation, l'emploi, les services sociaux* » avait précisé Valentin Inzko.

La percée de Bakir Izetbegovic constitue un revers pour Haris Silajdzic, personnalité incontournable de la communauté bosniaque depuis la guerre. Bakir Izetbegovic s'est déclaré favorable à un dialogue avec les Serbes de la République serbe (Republika Srpska) au contraire de son prédécesseur, violemment opposé à toute autonomie de l'entité serbe (celle-ci représente 49% du territoire de la Bosnie-Herzégovine). « *Ce sont les élections les plus importantes d'après-guerre. Nous sommes à la croisée des chemins et nous devons choisir si nous voulons le progrès ou continuer à nous diriger dangereusement vers une disparition. Le temps des conflits*

est passé. Nous devons maintenant dialoguer. (...) La communauté internationale le veut et 90% des citoyens de Bosnie-Herzégovine le veulent. Si on ne peut pas nous aimer les uns les autres, faisons des efforts pour vivre mieux, c'est tout » a déclaré Akir Izetbegovic qui a promis de « stabiliser la situation en Bosnie-Herzégovine et de proposer aux citoyens de Bosnie un avenir meilleur ». « Cela signifie la paix, et de meilleures conditions de développement pour l'économie et l'emploi » a-t-il affirmé.

Le leader de l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants et Premier ministre sortant de la République serbe, Milorad Dodik, devrait être élu à la Présidence de la Republika Srpska. Il a recueilli 51,90% des suffrages et devance son opposant Ognjen Tadic (Parti démocratique serbe, SDS) qui a obtenu 36,95% des voix.

« Je suis heureux de constater que l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants a démontré sa supériorité en Republika Srpska et au niveau de la Bosnie-Herzégovine » a déclaré Milorad Dodik à l'annonce des premiers résultats. Il a rappelé qu'il poursuivrait sa politique de « protection de l'autonomie de la République serbe de Bosnie ». « Notre devise reste la Republika Srpska pour toujours et la Bosnie-Herzégovine tant que c'est nécessaire » a-t-il précisé. « Soit nous serons capables de trouver un compromis et une forme d'équilibre, soit nous devons faire un autre choix, qui est celui de la séparation pacifique, vivre les uns à côté des autres et tisser des relations civilisées » a averti Milorad Dodik.

Milorad Dodik succèdera à la Présidence de la Republika Srpska à Rajko Kuzmanovic (SNSD).

Enfin, le Parti social-démocrate s'est imposé aux élections législatives de la République de Bosnie-Herzégovine et constituera la première force politique de la future Chambre des représentants (Predstavnicki Dom),

Chambre basse du Parlement central (Skupstina).

Les élections ont donc débouché sur un résultat mixte. L'élection de Bakir Izetbegovic à la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine est un signe d'espoir pour le pays. Mais les nationalistes serbes sortent renforcés des scrutins en Republika Srpska comme au sein du pays. Bakir Izetbegovic aura beaucoup à faire pour rapprocher les différentes communautés et les faire travailler ensemble à l'amélioration de la situation du pays.

Srecko Latal, analyste de l'organisation de prévention des conflits internationaux, International Crisis Group (ICG), s'interroge sur la portée de l'appel de Bakir Izetbegovic aux habitants de la Republika Srpska. « Il semble que le compromis soit toujours perçu comme une faiblesse en Bosnie-Herzégovine. Sans compromis toutefois, ce pays se scindera et je ne suis pas sûr que cela pourrait se produire de façon pacifique » a-t-il déclaré.

« Ceux qui misent sur la prolongation de la situation auront donc sans doute raison. La Bosnie-Herzégovine risque de devenir une nouvelle Chypre, un pays divisé, avec une autonomie grandissante de la République serbe de Bosnie et une Fédération croato-musulmane confuse et fragmentée » affirme l'écrivain et historien Ivan Lovrenovic dans l'entretien qu'il a accordé au quotidien français La Croix du 3 octobre.

Quinze ans après les accords de Dayton (signés le 14 décembre 1995, ils mettent fin à la guerre dans l'ex-Yougoslavie et mettent en place la partition de la Bosnie-Herzégovine entre la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie et le déploiement d'une force de paix multinationale), l'avenir de la Bosnie-Herzégovine reste sombre, divisé et plus incertain que jamais.

<http://www.izbori.ba/webmodule/PredsjednistvoBiH/Default.aspx>
<http://www.izbori.ba/WebModule/PredsjednikRS/Nivo.aspx>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.